

Délibération n° 2024-11-13/06

Nombre de membres

En exercice : 32

Présents : 25

Votants : 28

L'an deux mille vingt-quatre

et le treize novembre

à 18 heures 30, le Conseil de Communauté,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la
loi, à Ganges

Date de la convocation : le 06/11/2024

Date de l'affichage : le 06/11/2024

Présents :

AGONES : PRUNET Noëlle

BRISSAC : RODRIGUEZ Jean-Claude

CAZILHAC : COMPAN Pierre, ROUVIERE Christian

GANGES : CANARD Bruno, CAUMON Bernard, FABRIER Gérard, FRATISSIER Michel, SANTNER Muriel

GORNIES : POVREAU Joël

LAROQUE : AGRANIER Marie-José, CIRIBINO Pierrick, RICOME Géralde

MONTOULIEU : CHAFIOL Guilhem

MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar, BURDIN Jean, MOTARD Anne-Marie

ST JULIEN DE LA NEF : FAIDHERBE Lucas

ST MARTIAL : JUTTEAU Françoise

ST ROMAN DE CODIERES : VILLARET Luc

SUMENE : CASTANIER Pascale, GEORGES Coralie, LUCAS Lambert

Absents représentés :

GANGES : HOST Benoit par SANTNER Muriel

VIALA Antoinette par CAUMON Bernard

LAROQUE : TRICOU Julien par FRATISSIER Michel

Absents :

CAZILHAC : SERVIER-CANAC Magali

GANGES : CHANTON Bruno, FINO Sophie

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : THEROND Elisabeth

Objet n°6 : Adhésion aux contrats collectifs de prévoyance proposés par le centre de gestion de l'Hérault.

Protection sociale complémentaire – Convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents

Exposé

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents à effet du 1^{er} janvier 2025, conseil communautaire, par délibération du 19 mars 2024, après avis du CST du 11 mars 2024 a donné mandat au Centre de Gestion de l'Hérault, pour l'organisation ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et à la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1^{er} janvier 2025.

Ainsi, le Centre de Gestion a lancé une consultation au niveau départemental pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à une convention de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs de prévoyance complémentaire à compter du 1^{er} janvier 2025.

La mutualisation des risques, organisée au niveau départemental, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations maintenus pendant 2 ans.

Le Président précise qu'afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de :

- Choisir un niveau de couverture à adhésion facultative pour l'ensemble des agents garantissant les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90 % ou 95 % des revenus nets des agents (TBI, NBI et RI) ;
- Définir la participation en tant qu'employeur, cette participation ne pouvant pas être inférieure à 7 € nets mensuels au titre du régime de base à adhésion facultative retenu.

Délibéré

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;
Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;
Vu la délibération de [compléter : l'assemblée/le conseil municipal/le conseil d'administration] en date de [compléter : date] donnant mandat au mandat au Centre de Gestion de l'Hérault pour l'organisation et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et à la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance.
Vu l'avis du CST du 13 novembre 2024 relatif au régime de prévoyance complémentaire au bénéfice de l'ensemble du personnel.

Après discussion, l'assemblée décide à l'unanimité de :

- Adhérer à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion facultative afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises ;
- Souscrire la garantie de base à adhésion facultative à hauteur de 95 % du revenu net des agents en cas d'Incapacité Temporaire de Travail ou d'Invalidité à effet du 1^{er} janvier 2025;
- Participer financièrement à la cotisation des agents à hauteur d'une participation identique pour tous les agents d'un montant de 18,75 € de la cotisation acquittée par les agents.

Pour extrait conforme,
Ganges, le 18 novembre 2024

Le Président,
Michel FRATISSIER



Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20241118-D-20241113-06-DE
Date de télétransmission : 22/11/2024
Date de réception préfecture : 22/11/2024